



FINANCES PUBLIQUES LIQUIDÉES, USAGERS SACRIFIÉS !!

Vous avez l'habitude d'être reçu dans votre centre des Finances Publiques avec un maximum de professionnalisme de notre part.

Aujourd'hui, il est devenu impossible pour nous, agents des Finances Publiques de remplir nos missions et de répondre correctement à vos attentes !

Entre 2002 et 2016, les gouvernements successifs ont **supprimé 35 000 emplois** dans notre administration, alors que dans le même temps les statistiques réalisées par notre propre direction montrent que la demande de renseignements au guichet et au téléphone ne cesse d'augmenter. Cette année, le projet de loi de Finances 2017 prévoit encore **1815 suppressions** d'emplois, un véritable Waterloo pour le service public.

Notre direction ne cesse d'éloigner le service de l'utilisateur. Au 1^{er} janvier 2015, la trésorerie de Lambersart a fermé, au 1^{er} janvier 2016 la trésorerie de la Madeleine, au 1^{er} janvier 2017 la trésorerie de Raismes. Le secteur impôt de la trésorerie d'Anzin, plusieurs Services Impôts des Entreprises et Services de l'enregistrement sont menacés.

Des plates-formes téléphoniques sont développées, comme les centres de contacts, qui déshumaniseront l'accueil fiscal, alors que le contexte économique difficile entraîne une augmentation des demandes de délais et gracieux.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu n'apportera aucune simplification pour les particuliers qui continueront à déclarer, bien au contraire ! Alors que 80 % des foyers fiscaux sont déjà mensualisés, les contribuables se retrouveront face à une usine à gaz, dont le seul résultat sera de fournir de la trésorerie aux grandes entreprises !

L'intersyndicale s'oppose donc unanimement à cette mesure. Faute de moyens suffisants, nos services ne pourront pas fournir l'accueil et les renseignements face à cette réforme.

Pour les usagers sacrifiés, le sabotage de notre ministère signifiera **des files d'attente qui s'allongent**, notamment pendant la campagne de déclaration pour l'impôt sur le revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière.

Faute de personnel, une écoute et une disponibilité qui se réduisent alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent. Il réduit l'accès au service public et **l'égalité de traitement** des citoyens sur l'ensemble du territoire. Il signifie la remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à Internet et qui ne peuvent se déplacer !

Et pourtant, malgré toutes les annonces faites de suppressions des fonctionnaires, vos impôts et taxes ne baissent pas et la fraude augmente !

ENSEMBLE DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS